

Presentation de la Mauritanie

Mise en oeuvre de l'IPOA

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Principaux constats:

- Un net recul de la pauvreté monétaire a été constaté entre 2008 (44,5%) et 2014 (33%), surtout en milieu rural: fruit d'une politique d'inclusion volontariste visant à faire bénéficier les plus pauvres des fruits de la croissance.
- Le Programme EMEL a donné de bons résultats avec un réseau de 1.800 boutiques sur l'étendue du territoire national et vendant des denrées à des prix subventionnés. .
- Une politique volontariste de lutte contre la pauvreté mise en œuvre par l'Agence Tadamoun pour ne laisser personne pour compte
- **Perspectives:**
- Des prévisions positives mais prudentes:
- Les effectifs de la pauvreté extrême devraient diminuer légèrement à 4,7 % en 2020, au fur et à mesure que la croissance du revenu par habitant reprend . La pauvreté modérée devrait atteindre 20 %, en baisse par rapport à 21,7 % en 2016.
- L'enquête EPCV qui sera conduite cette année nous donnera les chiffres exactes des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté.

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

- **Principaux constats:**

- La réaction du gouvernement et de ses partenaires aux conséquences du déficit pluviométrique de 2016-2017 a permis de « limiter » l'augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire
- Le Gouvernement a mis en œuvre un plan d'urgence comprenant plusieurs volets dont : (I) la distribution gratuite de produits alimentaires et des transferts monétaires, (II) un Programme d'Assistance au Cheptel (PAC) comprenant la vente subventionnée d'aliment de bétail, des forages agropastoraux, l'assistance vétérinaire, la subvention des intrants agricoles au niveau de l'irrigué, (III) l'appui conséquent aux producteurs en zones pluviales en semences, machinisme agricole et matériel de protection des cultures , (IV) la promotion de la diversification agricole (cultures maraîchères, blé) et l'introduction des cultures fourragères en soutien à l'élevage.

- **Perspectives**

- Déploiement des efforts pour le développement de l'agriculture sous toutes ses formes
- Le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables à travers la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Sécurité alimentaire par (i) la relance de la production vivrière, (ii) l'accroissement des productions sur les exploitations familiales et (iii) l'approvisionnement alimentaire stable et suffisant .

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- **Principaux constats:**
- L'amélioration continue de l'offre sanitaire,
- La couverture en services de santé a enregistré durant la période 2015-2017 une évolution conséquente de 4 points , passant de 79% en 2015 à 83% en 2017. Pour la même période, l'utilisation des services par la population est passée de 43% à 60%, avec un impact significatif
- Cette augmentation est due à l'amélioration de l'offre par l'ouverture de nouvelles formations sanitaires (centres et postes de santé) et à l'amélioration de la qualité des services par de meilleures dotations en ressources humaines et en équipements.
- L'incidence du paludisme par exemple, a enregistré une baisse continue à partir 2015 , elle est de 3,64 cas pour 1 000 habitants en 2018.
- **Perspectives:**
- Poursuite de la mise en œuvre d'une politique de santé : (i) pertinente, répondant aux problèmes prioritaires de santé; (ii) efficace, utilisant de manière efficiente les ressources nationales disponibles (humaines, matérielles et financières) ; (iii) équitable, donnant la priorité aux zones et aux groupes les plus vulnérables dans un élan de solidarité sociale et de couverture universelle en santé ; (iv) visant une amélioration durable de la santé des populations et soutenue par (v) une décentralisation de la gestion des ressources et (vi) une participation des principaux acteurs du secteur, au premier chef desquels les ménages et les communautés qui sont, à la fois, les principaux bénéficiaires et les premiers bailleurs de la santé en Mauritanie.

Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

- **Principaux Constats:**
- L'évolution des principaux indicateurs d'accès à l'enseignement primaire et secondaire montre une nette progression entre 2016 et 2018. En effet le taux net de scolarisation est passé de 75 % à 80 % soit une augmentation de 5 points de pourcentage au cours de la période
- Les taux de réussite aux examens de fin cycle primaire et secondaire montrent une évolution positive
- Le nombre d'apprenants dans l'offre de formation initiale classique est en progression, il est passé de 7 942 apprenants en 2016 à 8 667 en 2018.
- **Perspective:**
- Dans le court et moyen terme, la Mauritanie devra trouver des ajustements entre les besoins éducatifs et les ressources mobilisées par: i) Renforcer et restructurer l'offre pour élargir la capacité d'accueil, ii) Impulser la demande pour résorber les disparités de scolarisation et iii) Développer une offre alternative (non formelle) pour scolariser les « non scolarisés » et les « déscolarisés »
- Une gestion efficace et efficiente des ressources humaines pour améliorer la qualité du système éducatif national.

Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable

- **Principaux Constats**

- La problématique de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est un enjeu majeur, eu égard à l'aridité du pays et des implications évidentes de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement sur la santé des populations
- De 2009 à 2017: 963 systèmes d'alimentation en eau potable et 851 forages d'exploitation ont été réalisés, permettant l'accès à l'eau potable d'une population d'environ 1.2 millions de personnes.
- A partir de 2016, un processus de rééquilibrage de la répartition des investissements publics entre le milieu urbain et le milieu rural a été entamé
- Plus de 20 projets sont en cours d'exécution pour un montant de total de 542 millions de dollars. Il s'agit de projets d'eau potable ou d'assainissement
- L'assainissement constitue un défi tout aussi compliqué que l'eau potable voire plus, du fait du grand retard en infrastructures d'assainissement dans le pays.
- **Perspectives:**
- Le taux de raccordement aux branchements particuliers (BP) sera porté à 100% pour les AEP par la promotion de l'accès à l'eau par BP en intégrant le cas échéant une part d'investissement public par l'octroi d'une subvention aux ménages en milieu rural, semi-urbain et urbain pour les pauvres.
- La finalisation du projet d'assainissement de Nouakchott qui résoudra le problème d'assainissement de cette ville.

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

- **Principaux Constats:**
- L'accès à l'énergie est explicitement identifié comme l'une des priorités de développement en Mauritanie (Passant de 22% de ménages électrifiés en 2009 à 42% en 2018); ainsi que l'appui aux secteurs économiques porteurs de développement.
- Près de 420 MW de capacités additionnelles ont été installés récemment. La Mauritanie est passée en moins de six ans d'une situation énergétique déficitaire à une situation excédentaire, au point de devenir exporter l'électricité vers les pays voisins (Sénégal, Mali).
- La part des énergies renouvelables au sein du mix énergétique mauritanien est passée de 24 % en 2009 à 42 % en 2018.
- **Perspectives:**
- Poursuivre les réalisations pour améliorer le mix énergétique déjà élevé en Mauritanie.
- Mise en place d'un programme de transport de l'électricité pour favoriser la connexion des principaux centres urbains et industriels du pays et renforcer les échanges d'énergie avec les pays limitrophes.

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous

- **Principaux Constats:**

- La politique économique menée entre 2016 et 2018 a permis de juguler l'inflation et de contenir l'impact négatif du secteur extractif sur le reste de l'économie, à travers des réformes favorisant la diversification de l'économie et le climat des affaires.
- La croissance économique est passée de 1,8 % en 2016 à 3,6 % en 2018, avec une estimation de 6,3 % en 2019.
- Mise en place d'un ambitieux programme d'investissement dont la part dans le budget de l'État est passée de 23 % en 2009 à 42 % en 2018, atténuant ainsi l'impact de la conjoncture moins favorable au cours de la période 2015-2018.
- Les financements extérieurs sont, depuis 2017, intégrés dans la loi de finances initiale. Adoption de la LOLF pour améliorer la qualité de la dépense publique pour réduire la pauvreté.

- **Perspectives:**

- Réformer le système bancaire afin de le rendre plus apte au financement de l'économie
- Le développement des champs gaziers offshore dans les années à venir, offre de nouvelles perspectives économiques pour le développement du pays
- L'encouragement des investissements privés et en particulier les PPP, devraient stimuler la croissance économique tout en la rendant encore plus inclusive, en opérant dans les zones de forte prévalence de la pauvreté.
- Renforcer le cadre institutionnel et les partenariats en faveur de l'emploi des jeunes et femmes : → Le renforcement du cadre de gouvernance de l'emploi à travers la création d'un Conseil supérieur de la promotion de l'emploi ; → L'organisation d'une table ronde pour la mobilisation des ressources du plan d'action de la Stratégie Nationale de l'Emploi ; → La signature de Contrat programme État/Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) ; → Le développement des offres de services de l'ANAPEJ.

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

- **Principaux Constats:**

- Le tissu industriel formel en Mauritanie reste limité, faiblement diversifié et géographiquement concentré : environ 200 PMI qui font de la transformation des produits locaux, notamment de la pêche, et des activités de transformation primaire en substitution aux importations (menuiseries, cimenteries, savonneries, par exemple).
- Le secteur informel, quant à lui, comprend un millier de PME informelles employant 5.000 personnes environ et couvrant de nombreuses activités manufacturières industrielles, artisanales et de services à Nouakchott et à Nouadhibou.
- D'importants investissements dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires pour soutenir la croissance économique, ont été réalisés ces trois dernières années.
- L'amélioration du climat des affaires et l'augmentation de la capacité de production énergétique ouvrent de nouvelles perspectives.

- **Perspectives:**

- L'Accord d'association avec la CEDEAO, une fois mis en application, permettra de stimuler l'activité industrielle et d'accroître les échanges. Cet accord rendra la Mauritanie encore plus attractive comme territoire de transit des échanges commerciaux entre l'Europe et le Maroc d'une part et la Zone CEDEAO d'autre part et contribue à préparer la mise en place de la grande Zone de Libre Echange du Continent Africain (ZLECA).
- Promouvoir la création d'unités industrielles pour les produits à large consommation à partir de matières premières locales.

Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

- **Principaux Constats:**

- Grâce à une diplomatie active, la Mauritanie est fortement impliquée dans le développement du partenariat mondial pour le développement durable. Dans ce cadre, un accord de partenariat avec la CEDEAO et les accords de la zone de libre-échange économique (ZLECA) ont été signés.
- La Mauritanie est aussi membre fondateur du G5 Sahel, initiative de développement et de maintien de la sécurité dans la zone sahélienne.
- Les réformes fiscales depuis 2015, ont élargi l'assiette fiscale et renforcer les administrations fiscales, faisant passer les recettes de 2015 à 2018 à plus 10%, avec un bond de 13,2% entre 2016 et 2017.

- **Perspectives:**

- Le Partenariat Public Privé sera renforcé et le partenariat entre l'État et les Organisations de la Société Civile (OSC) aussi
- La Mauritanie bénéficiera d'importants investissements dans le cadre du G5 Sahel;
- Le modèle de coopération sud-sud établi au sein du G-5 Sahel est une expérience innovante et que la Mauritanie pourrait dupliquer au sein d'autres espaces, tels que l'ensemble maghrébin qui présente des opportunités évidentes de synergies et de complémentarité avec le pays.

Quelques messages Clés :

- Le Gouvernement a mis en place en 2016 la stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030. Cette stratégie fait de l'inclusion et l'autonomisation des populations le fil conducteur de l'action publique à travers la combinaison de la recherche d'une croissance inclusive et le lancement de programmes ciblés pour ne laissez personne de côté.
- Pour pérenniser ce résultat et accélérer la réduction des inégalités, les programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, se poursuivront, en s'appuyant, entre autre, sur une stratégie de protection sociale, un registre social qui permet d'identifier les ménages les plus pauvres et les actions de renforcement de la résilience
- Un effort particulier de collecte d'indicateurs ODD devra être entrepris, en profitant du lancement de l'enquête EPCV qui sera conduite dans les semaines à venir, mais aussi des enquêtes qui suivront afin d'intégrer pleinement les indicateurs ODD dans le système statistique national.